

## Les Midis du tiers monde

### Organisateurs

ITECO - Centre de formation pour le développement

CNCD - Centre national de coopération au développement

GRESEA - Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative

COTA - Collectif d'échanges pour la technologie appropriée  
LE MONDE SELON LES FEMMES

Avec le soutien de la Direction générale de la coopération internationale, DGC

## Dernières rencontres-débat

février 2002

*Le dialogue intercongolais, une étape vers la paix*

décembre 2001

*Femmes afghanes, leur exclusion va-t-elle se reproduire ?*

novembre 2001

*L'autre dette, la dette écologique*

octobre 2001

*Et si on finançait directement les ONG du Sud ?*

septembre 2001

*Leçons de Gênes, l'avenir du mouvement de contestation*



"LES MIDIS DU TIERS-MONDE"

avril 2002

mensuel - ne paraît pas en juillet et août  
Bureau de dépôt 1000 Bruxelles - 1

## LE MONDE N'EST PAS UNE MARCHANDISE

*Service public ou commerce des services !*

avec

**Pierre Khalfa**, Sud PTT et Attac, France  
**André Mordant**, sec. général.  
de l'Interrégionale wallonne de la CGSP

Animation : **Denis Horman** du Gresea

Vendredi 3 mai 2002, de 12h15 à 14h,  
à la Maison du développement,  
9 quai du Commerce - 1000 Bruxelles

En août 1993, l'hebdomadaire anglais, *The Economist*, qualifiait les opérations de privatisations des services publics, au Sud et au Nord de la planète, de plus grand bradage de tous les temps. Le Rapport mondial sur le développement humain, publié la même année par le PNUD, faisait le même constat: « Conçue comme un élément d'un programme d'ensemble, la privatisation peut stimuler l'initiative privée. Malheureusement, dans bien des pays, cela a été loin d'être le cas. Il s'est agi d'une braderie des entreprises publiques en faveur d'individus et groupes privilégiés ».

L'Accord général sur le commerce des services (AGCS), un des trois accords de base de l'Organisation mondiale du commerce - OMC - (avec l'agriculture et la propriété intellectuelle) ouvre la porte à la libéralisation-privatisation tous azimuts des services publics.

## *LE MONDE N'EST PAS UNE MARCHANDISE*

---

Les secteurs de la santé, de l'éducation, de la protection sociale, de la culture et de l'audio-visuel, des transports, de l'eau et de l'énergie, etc. ne sont plus considérés comme des droits mais comme d'énormes marchés convoités par les sociétés transnationales. L'AGCS peut «mettre en cause toute loi ou réglementation d'un Etat membre de l'OMC à partir du moment où elle est considérée comme un obstacle au commerce » (article 23).

Au Sud, depuis une vingtaine d'années déjà, c'est avec le concours du FMI et de la Banque mondiale (l'engrenage de la dette et les programmes d'ajus-

tement structurel) que les multinationales se sont appropriées les ressources productives de nombreux pays.

Au Nord, depuis le début des années 90 et surtout à partir de 1995 (démarrage de l'OMC), l'Union européenne livre à la concurrence les services publics, en conformité avec l'AGCS et les traités européens. Le dernier Sommet européen à Barcelone (15 et 16 mars 2002) «engage le Conseil et le parlement européen à adopter, dès que possible en 2002, les propositions en instance concernant la phase finale de l'ouverture des marchés de l'électricité et du gaz».

-  
Au Sud et au Nord, les privatisations entraînent la dégradation de la qualité des services, la réduction de l'emploi, la précarisation, la misère, l'exclusion des populations non solvables, la restriction des droits sociaux, syndicaux, etc.

«Le monde n'est pas une marchandise». «Pour nous, la nourriture, les services publics, l'agriculture, la santé et l'éducation ne sont pas à vendre», souligne l'Appel de Porto Alegre des mouvements sociaux. Quelles résistances? quelles propositions? Quelle unité syndicats et mouvements sociaux, ONG? Quelles campagnes de mobilisation européennes? Quelle solidarité Nord-Sud? Pour en débattre dans le cadre des Midi du Tiers Monde: Pierre Khalfa, syndicaliste SudPTT et membre du Conseil scientifique d'Attac-France. André Mordant, secrétaire général de l'Interrégionale wallonne de la CGSP.